

Tiré à 250 exemplaires, numérotés de 1 à 250

Spécialement imprimés pour
S.A.I. et R. l'Archiduc OTTO DE HABSBURG.

Exemplaire N° 163

OTTO DE HABSBURG

CONCEPTION
DE
L'EUROPE

●

COMITÉ INTERNATIONAL
DE DÉFENSE DE LA CIVILISATION CHRÉTIENNE
PARIS

1952

CONCEPTION DE L'EUROPE

RAREMENT j'ai accepté une invitation avec plus de plaisir que celle de « La Fédération » qui me convia de venir ce soir parmi vous afin de vous adresser ces quelques remarques. Car tout d'abord votre but est tel, qu'aucun Européen digne de ce nom ne peut y rester insensible. De plus, vous parlez au nom d'une élite française, au nom de cette France qui, pour chaque Européen est une seconde patrie — pays dont nous attendons l'appel pour ressusciter de notre tombeau et repartir vers un avenir commun. Enfin — et je tiens à vous en remercier tout particulièrement — vous avez dans un geste de camaraderie bien française et de solidarité bien européenne eu la délicatesse d'inviter des hommes de l'Europe non-rédimée. Vous vous êtes, vous l'Europe militante, associés ce soir aux représentants de l'Europe souffrante, de cette partie de notre patrie commune dont l'occupation et l'exploitation par les forces de l'Asie draine sans cesse la sève vitale de notre continent.

Le fait que ce soir je puis voir dans cette salle, à côté de français distingués par leur position pu-

blique et leur action patriotique, des Hongrois, des Tchèques, des Autrichiens, des Slovaques, des Croates, me prouve à nouveau cette vérité fondamentale, que ce qui nous sépare entre Européens est au fond infime; que ce qui nous unit c'est l'histoire, la foi religieuse, la culture, la structure économique et les réalités permanentes de la politique bien comprise — bref, tout ce qui importe dans la vie des nations.

Cette manifestation de notre solidarité me paraît être d'une importance toute particulière en cette aube de 1952. Car, dès maintenant, nous pouvons dire que nous entrons en une période cruciale.

Je ne pense pas ici, tout d'abord, à cette élection présidentielle américaine, à laquelle tant d'Européens attachent une importance qu'à notre point de vue elle ne possède pas. Je dis « à notre point de vue », car pour nos amis Américains, la décision sur la personne qui pendant quatre années dirigera les destinées de la politique intérieure et extérieure de la grande démocratie d'Outre-Atlantique est une chose capitale. Pour nous d'autre part, dont l'intérêt primordial réside dans la continuité d'une politique extérieure américaine bien définie, nous pouvons enfin être rassurés: quiconque sera le prochain président de l'Amérique — que ce soit le Président Truman ou le Général Eisenhower, le Juge suprême Vinson ou le Sénateur Taft — suivra les mêmes principes politiques que l'administration actuelle et les divergences possibles ne seront qu'une question d'accent, non une question de principe. Car par dessus des divergences des

partis, les événements eux-mêmes ont forgé une unité de vue américaine, que seuls des événements d'importance similaire pourraient modifier.

Si nous considérons l'année qui s'ouvre comme d'importance capitale pour l'avenir, c'est pour des raisons qui dépassent de loin l'action d'un peuple, fût-il puissant comme la nation américaine. Car nous nous trouvons à un moment crucial du drame de notre siècle, une période où la question de tout l'avenir de notre civilisation se pose.

En cette heure, où le destin hésite, ou bientôt il prendra une tournure définitive, à un moment où l'homme a encore ces quelques minutes de répit et de grâce qui lui permettent de faire revue de ce qui s'est passé et de décider le cours qu'il voudra prendre dans la tourmente qui approche, il paraît utile que nous, qui voulons maîtriser, non pas subir les événements, pausions un instant pour faire le point.

La tragédie de notre génération n'est pas en effet un événement naturel inéluctable comme l'éruption d'un volcan ou un tremblement de terre. Elle est, au contraire, le résultat immédiat des erreurs commises par nos dirigeants et de l'incompréhension, hélas bien générale, des lois fondamentales qui régissent notre vie. C'est ainsi que notre monde est devenu incapable de conclure une guerre victorieusement, c'est-à-dire par une paix durable parce que faite d'harmonie, qui tout en donnant le fruit de la victoire au vainqueur, ne laisse pas de blessures mortelles et de haines inassouvies dans l'âme du vaincu. Car tant que la puissance victorieuse ne

voit pas dans l'ennemi d'hier l'allié de demain, tant que la loi de la jungle restera la base de la vie internationale, nous ne connaissons plus jamais une paix véritable, jamais plus qu'un monde où le vainqueur aura plus à craindre que le vaincu.

Et ici, permettez, que je fasse une remarque qui me paraît d'importance. Nous tous sommes convaincus de l'iniquité des principes du totalitarisme qu'à juste titre nous considérons comme la ruine des peuples. Nous croyons que dans la vie des nations les principes de liberté et de tolérance sont essentiels, que la politique domestique de nos patries respectives devrait être régie par des compromis judicieux, qui tout en assurant les charges et responsabilités du pouvoir à la majorité, donneraient néanmoins à la minorité — majorité potentielle de demain — sa part d'influence. Mais alors que dans notre politique intérieure nous acceptons ces principes, beaucoup parmi nous pratiquent l'exact opposé dans les affaires internationales; et ce, en dépit de la série de catastrophes qu'une politique à courte vue a provoquée. Car l'idée de la reddition sans conditions est totalitarisme sur le plan mondial, tout comme l'occupation complète du territoire du vaincu. Ce système totalitaire de la politique extérieure est aussi dangereux que le totalitarisme en politique intérieure. Son historique, d'ailleurs le prouve. Quand à Casablanca, le slogan de « reddition sans condition » fut prononcé, le Président Roosevelt rappela, que le premier à utiliser ces mots était le général Sherman à la conclusion de la Guerre de Sécession.

Or, il n'y a pas d'exemple qu'il eut été plus sage d'éviter. Car cette guerre civile se termina dans un flot de sang et de larmes sous un régime de « reconstruction » qui ruina les Etats Sudistes pour soixante-dix ans et créa des problèmes moraux, politiques et économiques dont plusieurs générations d'Américains devaient souffrir. On pourrait même dire, que sans les conditions exceptionnelles d'une expansion économique unique au monde en même temps que d'une sécurité politique et militaire inimitable, les Etats-Unis auraient bien risqué leur existence même comme conséquence d'une victoire par trop totale.

Les grands hommes d'Etat de l'histoire, ceux qui furent vraiment grands parce qu'ils donnèrent au monde une paix durable, étaient toujours ceux qui savaient limiter sagement les victoires. Car ils comprenaient que dans une communauté telle qu'est notre continent ou notre monde, tous les organismes ont leur raison d'être, et que l'élimination complète et brutale d'une part quelconque devait créer un vide, source de nouveaux conflits.

C'est cette modération à l'heure qui montre la grandeur véritable de l'homme d'Etat — à l'heure du succès — qui assura une paix féconde à l'Europe dans le traité de Westphalie et au Congrès de Vienne. C'est la petitesse de vues et le manque de sagesse qui transforma les potentiels favorables des traités de paix terminant la guerre mondiale 1914-1918 et des accords de Téhéran et Yalta en des instruments de destruction des vaincus comme des vainqueurs.

Avant 1914 l'Europe, qui était encore celle formée par le Congrès de Vienne, était un continent exemplaire, de loin le plus progressif du monde, où les nations coopéraient librement et pacifiquement. Cette Europe avait hérité du passé une structure stable. Ses principaux facteurs étaient des Etats nationaux pacifiques tels que la France, l'Espagne ou les Pays Scandinaves, et des Etats Fédératifs englobant des nationalités multiples, tels que l'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman. Ces Etats plus ou moins fédérés, opposés par leur structure même à tout nationalisme expansif qui les menaçait, étaient forts dans un sens défensif par le nombre de leurs populations, mais peu dangereux du point de vue agressif, car la multiplicité de leurs peuples devait les rendre extrêmement prudents et circonspects, afin d'harmoniser des tendances souvent divergentes et les empêcher de devenir des facteurs centrifuges. Situés aux carrefours essentiels de la politique et des forces en présence, gardiens de ces positions séculaires de défense européenne que sont le Bosphore et les Monts des Karpathes, ces puissances ne pouvaient durer que si elles opposaient à toute tendance d'hégémonie un concept de balance et d'harmonie. D'accord avec les nations naturellement pacifiques elles pouvaient maintenir la paix et le progrès de l'Europe face aux deux tendances dynamiques des nationalismes agressifs qui menaçaient, dès le tournant du siècle, de détruire la balance intérieure de notre continent et de lancer ainsi l'Europe vers la catastrophe : le Pan-Germanisme et le Pan-Slavisme.

Tant que le Bassin Danubien était fort et unifié et que le Proche-Orient se trouvait protégé par l'autorité de la Sublime Porte, ils opposaient une barrière quasi-infranchissable aux visées impérialistes. Quoique alliée avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie entraînait effectivement le progrès du « Drang nach Osten » prussien ; et ensemble, Autriche-Hongrie et Turquie maintenaient loin à l'Est l'ombre dangereuse d'une Russie mystérieuse et messianique étrangère aux concepts de l'Europe.

Il nous mènerait par trop loin, si nous voulions retracer à nouveau les erreurs commises par les deux côtés, qui menèrent au démembrement de l'Unité Danubienne. Les esprits les mieux avertis, les penseurs politiques les plus profonds, les hommes de bonne volonté et d'objectivité, sont tous unanimes aujourd'hui à déplorer cette chute d'un des bastions les plus forts de l'Europe, démantelé par ceux-là même que traditionnellement il défendait. Un regard sur la carte nous prouve encore aujourd'hui que l'Etat Danubien, loin d'être la création artificielle d'une ambitieuse dynastie, était, en vérité, une réalité politique, militaire et économique. Les Monts des Karpathes, qui entourent ce bassin, sont la principale ligne de défense de notre continent ; ils dominent au sud la Pologne et l'Allemagne, menaçant ainsi dans ses flancs toute invasion traversant ces plaines et prévenant les desseins agressifs qui pourraient y être formulés ; à l'Est, les Monts Transylvaniens surplombent la plaine Moldave, unique voie d'invasion des Balkans. Au siècle dernier les plans d'expansion

sion de la Russie Tsariste furent arrêtés par le simple fait que l'armée Austro-Hongroise mobilisa en Transylvanie : menacée dans ses lignes de communications, l'armée russe devait abandonner l'idée de pousser jusqu'à Constantinople. Et les Alpes Autrichiennes à l'Ouest du Bassin formaient une part de l'arc défensif protégeant l'Italie et par cela même la sécurité de la Méditerranée.

Ainsi donc, c'était généralement dans les approches de la vallée du Danube que l'Occident pouvait et devait être défendu. Les cimes de ses montagnes séparaient l'Est et l'Ouest. A l'Ouest des Karpathes, les peuples étaient de culture et religion occidentale : catholiques ou protestants. A l'Est des monts, les nations étaient formées par l'Eglise Orthodoxe Pravoslave, d'influence byzantine et donc étrangère à l'esprit latin, auquel les nations de l'occident sont toutes tributaires.

La dissolution de l'Autriche-Hongrie et la fin de l'Unité Danubienne était d'ailleurs suivie de la destruction économique et sociale de ces régions jadis prospères. La chimère de l'autarcie des nouveaux nationalismes devait, en interrompant le commerce normal, conduire rapidement à un abaissement catastrophique du niveau de vie des populations. Cet appauvrissement ouvrit la voie à l'agression du totalitarisme Nazi et nous jeta, tous, dans la tourmente sanglante de la deuxième guerre mondiale. En relisant les papiers diplomatiques de la période 1932 à 1937, nous ne pourrions éviter la conclusion, qu'une Unité Danubienne effective eut barré la voie à Hitler, eut pu nous sau-

ver de la guerre et par conséquent aussi des menaces actuelles.

Probablement la plus grande tragédie de notre monde c'est que les hommes n'apprennent rien de l'histoire. Après avoir souffert des conséquences du démantèlement des défenses de l'Europe, loin de réparer celles-ci, on procéda durant la deuxième guerre mondiale à refaire les erreurs du passé sur une échelle encore plus grande. L'Europe étant absente, saignante sous l'occupation, des décisions furent prises sur son sort, qui remirent tout notre système défensif naturel aux mains d'une puissance non-européenne — l'U.R.S.S. — qui d'ailleurs ne faisait aucun secret de ses visées expansionnistes. L'établissement de la ligne de Yalta, qui coupe notre continent en deux, a été la source de la crise européenne qui força l'Amérique à nous donner une aide financière considérable, qu'une véritable Europe unie n'aurait sans doute jamais requise. Cette crise était aussi politique et militaire, l'Europe de l'Ouest devenant difficilement défendable, alors que l'esclavage de millions d'Européens, l'exploitation coloniale de beaucoup de nos principales sources de richesse au profit d'une puissance extra-européenne devait nécessairement accroître la tension internationale à un point qui mettrait la paix en danger.

En politique rien n'est plus dangereux qu'une solution artificielle imposée par la seule force. Elle possède une dynamique spéciale. Celui qui utilise la force est poursuivi par la peur et la crainte des conséquences de son acte. Il voit donc des menaces

là où elles n'existent pas. D'autre part les lois immuables de l'histoire tendent vers une solution logique, qui mettra fin au provisoire imposé et rétablira l'ordre inscrit par le créateur dans la nature même.

C'est cette dynamique qui domine aujourd'hui l'évolution politique et militaire. La course aux armements qui engloutit de plus en plus les richesses de l'Est et de l'Ouest, la tension diplomatique qui entrave chaque timide début de convalescence est la conséquence logique de la présence de forces Asiatiques à 550 kilomètres de Paris. Que les hommes d'Etat, que les peuples les réalisent ou non, la situation actuelle de l'Europe est absolument intenable. Sous peu, dans un avenir plus rapproché que beaucoup ne le pensent, la ligne de démarcation bongera dans un sens ou l'autre : soit que l'Europe regagne ses frontières naturelles, soit que ce qui reste de l'Occident fut englouti par la marée de l'Asie Soviétique. Cette décision inéluctable et inévitable seule clarifiera l'atmosphère.

Qu'une situation pareille contienne un danger de guerre — qui le niera ? Il sera donc de notre devoir de nous y préparer autant que possible en partant de la réalisation que seule une nation forte, que seul un continent puissant qui sacrifiera les comforts immédiats aux grandes nécessités nationales de défense, aura une chance de survie. De plus, nous ne devons pas nous laisser aller à une acceptation résignée de l'inévitable. Au contraire, l'imminence même du danger doit nous faire plus déterminés d'utiliser tous les moyens pour prévenir la

catastrophe, alors qu'il est encore temps. Nous n'y parviendrons ni en signant des pétitions qui ne sont que verbiage stérile, ni en poursuivant des chimères qui s'évaporeront à la lumière crue du jour. Seul un approche réaliste, une acceptation des faits et une vision claire et objective nous permettra, peut-être, de parvenir à ce but.

Le fait fondamental est simple : nous nous trouvons dans une situation qui ne pourra être résolue que par le retrait d'une des forces en présence. Retrait pour le monde Occidental signifierait suicide, car nous sommes déjà loin derrière nos lignes principales de défense. L'unique retrait que nous pouvons donc envisager serait celui des forces Soviétiques jusqu'aux frontières naturelles de la Russie.

Il serait impossible à cette heure de vouloir prédire si l'U.R.S.S. acceptera jamais de remplir les obligations, que ses dirigeants assumèrent au cours de la deuxième guerre mondiale seulement pour les répudier une fois la victoire acquise. La Russie, certes, ne se retirera pas de bon gré des pays qu'elle a usurpée. Mais si jamais nous avons un espoir d'obtenir un pareil retrait sans devoir passer par les horreurs d'une nouvelle guerre, ce ne sera qu'au prix d'un effort réel des nations libres, d'une mobilisation totale de toutes leurs forces, leur donnant une puissance supérieure à celle dont dispose Staline. La force, hélas, est le seul argument que le Dictateur du Kremlin comprendra. Mais espérons que moins romantique que son collègue Allemand, Staline se décidât à préférer le

réalisme politique à l'aventure, qui pour lui ne pourra que mal finir. En tous les cas, une politique claire et énergique est notre unique chance de paix, et dans la lumière des leçons du passé, il vaut certes de la tenter quel qu'en soit le prix.

Pour diriger une pareille entreprise il faudra avant tout l'unification des forces de liberté — du moins dans les limites restreintes de l'Occident et la préparation, dès maintenant, d'un programme à long terme, qui donnât un sens aux sacrifices et privations encore à venir.

J'entends déjà l'objection : pourquoi parler dès maintenant de questions à régler dans un avenir incertain, qui dépendra largement d'événements qui n'ont pas encore eu lieu ? Pourquoi ne pas s'occuper exclusivement de l'immédiat — de la menace Russe — et laisser le soin de la reconstruction à l'heure où celle-ci deviendra possible ?

Cette objection, nous l'avons tous entendue pendant la deuxième guerre mondiale. C'est par cet argument simpliste, mais qui correspond bien à la paresse mentale et à la lâcheté morale si caractéristique de notre temps, que l'U.R.S.S. et ses amis parvinrent à empêcher que les nations libres se préparassent à la victoire. Elles se trouvèrent ainsi, en mai 1945, sans plan, sans personnel, sans concept véritable, alors que la machine politique Russe, préparée soigneusement pendant des années, moissonnait là où les Occidentaux avaient semé.

Dans la lumière de cette tragédie historique, il me paraît donc essentiel, que tandis que nous

poussons activement à l'Union Occidentale, nous tournions nos pensées aussi vers l'avenir. Ce n'est pas par erreur que je parle ici d'Union Occidentale. Car l'Europe de Strasbourg ne deviendra viable que si elle préconise des solutions et des plans de grandeur ; que si elle déclare bien haut qu'elle se considère être le Piémont de l'Europe véritable — qui ne sera que le jour où le drapeau de la liberté flottera de nouveau sur les Karpathes, les bords de la Vistule et dans les Pays Balkaniques, le jour où l'Europe aura regagné ses frontières naturelles.

C'est pour cette journée-là que nous devons préparer l'avenir, que nous devons concevoir dès maintenant des solutions équitables et durables, les méthodes et les buts de cet approche constructif, qui fit le succès des grands pacificateurs de notre histoire. En recherchant les bases mêmes de cet approche, nous devons être guidés par les leçons de l'histoire, les principes de l'économie et les faits immuables de la géographie — faits qui ont aujourd'hui, à l'âge atomique, autant d'importance qu'ils eurent à l'âge des croisades.

Ainsi pourrions-nous faire une véritable paix. Dans cet effort nous aurons un avantage sur ceux qui nous ont précédé : nous n'aurons pas, dans le cadre de l'Europe, des vaincus. Dans tous les grands conflits des nations européennes et leurs gouvernements légitimes se trouvaient des deux côtés. Cette fois-ci c'est différent. Car les gouvernements des pays dits Satellites sont d'une légalité plus que douteuse et n'ont sans aucun doute, pas la trace de légitimité. L'U.R.S.S. — puissance

non-européenne — attaque non seulement le bloc des Etats libres de l'Ouest, mais aussi les peuples du Centre et de l'Est, qui ne peuvent en justice être identifiés avec des gouvernements imposés par l'occupation physique de leur territoire. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire moderne, toute l'Europe se trouve du même côté — éliminant par conséquent l'élément de rancœur et la pensée de vengeance entre peuples européens. Chance unique, qu'il serait un crime de laisser passer!

Pour plus d'une raison le premier pas à entreprendre dès maintenant en Europe libre devra être l'unification de la politique extérieure, afin de rendre plus effective la confiance mutuelle des nations. La peur d'un nouveau Rapallo ne sera écartée que quand la possibilité même d'un accord pareil sera exclue. De plus — et l'exemple de la seconde guerre mondiale nous l'a prouvé avec trop de cruauté — une nation et un continent pour avoir de l'influence sur les décisions mondiales, doit parler appuyé sur une puissance réelle. C'est le manque de ce potentiel européen, surajouté à la faiblesse militaire des gouvernements de Londres, qui furent la cause de notre absence aux conférences où les puissances décidèrent de l'Europe sans nous, avec les résultats catastrophiques que nous ne connaissons que trop bien. Les Etats Européens d'aujourd'hui sont trop petits pour jouer un rôle de premier plan; mais unis, ils seront dès l'abord une véritable puissance mondiale acceptée et respectée par tous. Cette nouvelle présence de l'Europe sera d'ailleurs non seulement d'utilité pour nous-mêmes,

mais aussi une aide très réelle pour nos amis Américains. L'Amérique, pays nouveau et dynamique, n'est entré dans les affaires mondiales que dans ce siècle. Malgré son habileté, à laquelle nous devons rendre hommage, elle n'a néanmoins pas eu le temps physique nécessaire pour former complètement les services diplomatiques essentiels à la sauvegarde de l'ordre mondial. Nous, d'autre part, dépositaires d'une tradition séculaire, formés à l'école dure d'un continent surpeuplé, réduit en surface et sans cesse menacé, pouvons contribuer à l'effort américain l'aide de notre savoir diplomatique, l'expérience de nos siècles d'histoire si essentiels à la reconstruction d'un monde dévasté et désorganisé.

Cette unification organique de la politique extérieure de l'Europe donnera son sens véritable à l'armée européenne, qui elle ne sera effective que sous une direction politique commune, garante de l'utilisation de cette armée pour des buts européens. Ce n'est que par une autorité politique que nous parviendrons à donner à cette armée une patrie véritable, un drapeau — choses essentielles à des hommes qui peuvent être appelés à verser leur sang.

En même temps il sera d'importance vitale que l'intégration économique et financière de l'Ouest — et plus tard de toute l'Europe — se fasse. Une économie européenne est nécessaire si nous voulons vivre dans un monde où des économies à l'échelle gigantesque des Etats-Unis se développent. En cela aussi l'Europe ne pourra subsister que par

l'action unifiée de tous ses fils, que par l'utilisation rationnelle de toutes ses ressources. Ainsi seulement pourrons-nous achever l'indépendance économique et financière de l'Europe, condition d'un retour effectif de notre continent au rang d'une véritable puissance mondiale.

Ces principes de l'unité européenne sont d'ailleurs acceptés — en paroles du moins — par la plupart de nos dirigeants. Par contre le problème devient réellement difficile si nous allons plus avant dans l'étude de la structure de l'Europe. Néanmoins il nous faut en parler avec franchise totale, même au risque de susciter des polémiques, car une solution adéquate de ces questions sera essentielle, surtout à l'heure de la libération de l'Europe non-rédimée. Ainsi nous devons étudier la composition de l'Europe; les Fédérations régionales, leur limitation territoriale, leurs affaires communes; et enfin, question épineuse entre toutes, les frontières entre États.

Qu'il soit bien entendu: je ne parle pas ici de la politique intérieure des pays occupés. Celle-ci ne pourra être discutée avec utilité et déterminée avec justice qu'après la libération du joug soviétique. Les émigrations de l'Europe non-rédimée, qui peuvent et doivent avoir une fonction importante dans la défense des intérêts véritables de leur patrie respective ont le devoir, pour jouer leur rôle effectivement, de s'abstenir d'introduire des polémiques d'ordre intérieur dans leur action présente. Une longue expérience, hélas, des émigrations enseigne que c'est là chose fort difficile, et que les

polémiques de petite politique s'enveniment d'autant plus qu'il n'y a aucune autorité indiscutée pour les résoudre de façon définitive. Néanmoins une élite intellectuelle et politique devrait avoir assez de forces morales, pour s'élever au-dessus des considérations partisanses et se dévouer à la mission véritable des émigrations dignes de ce nom: la préparation diplomatique de l'heure de la libération, par l'étude des principes fondamentaux d'un ordre nouveau, par l'action préparatoire dans l'esprit et la pensée des autres nations et enfin par une discussion franche et honnête avec l'élite des émigrations des autres pays.

C'est dans cet esprit qu'il faudra approcher la question de l'organisation de l'Europe libre et une de demain. Car, alors que la structure de l'Ouest de l'Europe est assez simple, alors que les frontières, à peu d'exceptions près, ont été stables, le même n'est pas le cas pour le Centre et l'Est du continent, où la multiplicité des États, les mélanges des nationalités, les changements radicaux des dernières décades ont créés des problèmes innombrables, qui doivent être résolus dans le cadre de la patrie européenne commune.

Dès la libération des pays du Centre et de l'Est, d'ailleurs, se posera la première question vitale: ces pays devront-ils joindre l'Union Européenne individuellement, ou devront-ils former d'abord des Fédérations régionales? Et si on se décide pour des Fédérations, quelles sont ces Fédérations et quelles sont les caractéristiques essentielles pour leur formation?

Je voudrais dire ici de suite avec netteté, qu'en principe j'estime que l'Organisation de Fédérations régionales devrait précéder l'accession des Etats intéressés à l'Union Européenne. La raison principale, parmi de nombreuses autres, me paraît être le réalisme politique qui devra présider à la formation de notre Europe. Les hommes ne sont pas des anges. Malgré toutes les bonnes résolutions il y aura des rivalités entre les nations pour obtenir l'influence suprême dans les Conseils de l'Europe. La manière la plus sûre de prendre les devants serait de créer à l'intérieur même de l'Union un état de balance et d'harmonie des pouvoirs. Car si nous nous trouvons, avec quelques puissances de premier ordre — telles que la France et l'Allemagne — face à une nuée de petits Etats, il sera dans la logique des choses que les grands essayent de se créer une clientèle afin de s'assurer une majorité au Conseil de l'Union Européenne. Il en résulterait une rivalité permanente et dangereuse. Par contre des Fédérations groupant des petits Etats et se trouvant donc sur un pied de quasi-égalité avec les grandes puissances, donneront à l'Union une consistance plus effective et empêcheront que la concurrence des grandes puissances devienne une force de dissociation. De plus les Fédérations régionales, judicieusement formées, seront en mesure de résoudre des problèmes d'intérêt régional, n'entrant pas dans la compétence de l'Union Européenne — tels certains aspects de la vie culturelle, scolaire et surtout la question si difficile des nationalités.

Ce qui devrait caractériser ces Fédérations régionales serait une grande mesure d'intérêts communs d'ordre économique, politique et culturel, condition préalable d'une cohésion réelle, avantage décisif pour l'Union Européenne. Cette condition, je crois, devrait éliminer les solutions par trop larges, sans justification dans l'histoire, la structure culturelle ou les données géographiques de notre continent. Ainsi le plan d'un bloc de tous les pays aujourd'hui sous le joug soviétique sur la base d'une soi-disante communauté de classe, ou de l'union de toutes les nations entre la Baltique et la Mer Noire, me paraît être trop vaste et trop vague pour donner de la consistance, sur l'échelon régionale, à l'Europe nouvelle que nous voulons forte, puissante et effective.

Si nous contemplons objectivement et sans préjugé de parti ou de classe le territoire du Centre et de l'Est de l'Europe, nous y trouverons trois régions distinctes, qui sont manifestement prédestinées à être fédérées : la région Danubienne d'abord, c'est-à-dire les pays entourés par les Karpathes, les Monts des Sudètes et les Alpes Autrichiennes. Unité géographique et économique admirable, le Bassin Danubien, outre son caractère de forteresse de l'Europe, possède une longue histoire commune et cette unité culturelle et religieuse, qui fait que les réactions sociales et politiques des nations du Danube soient uniformes malgré les diversités de langue et de race. Au Nord du Bassin Danubien nous trouvons un groupe de pays-frontières longeant la Russie, pays aux lignes de démar-

cation fluctuantes, mais qui ont toujours appartenus à l'Europe par leur religion et par leur attachement fidèle à la culture de l'Ouest. Ces Etats — la Pologne et les Pays Baltes — ont des intérêts communs, surtout une position géographique qui leur commande l'unité d'action face au danger d'une agression russe. Enfin au Sud-Est de l'Europe, les Etats Balkaniques forment une entité forgée dans des luttes communes, diverse en races, mais une dans sa culture spéciale, sa structure économique et même son idéal politique. Ces trois unités régionales, aujourd'hui subjuguées par l'U.R.S.S., pourraient former trois fédérations égales en puissance et population, homogènes dans leur structure économique et culturelle. Elles donneraient ainsi une consistance remarquable aux confins de l'Europe, augmentant par leur solidité la sécurité de tout le continent.

En parlant de Fédérations, nous ne devons pas oublier que celles-ci se composent d'Etats. Là aussi des problèmes brûlants nous attendent à l'heure de la libération. Durant la première guerre mondiale, les quatorze points de Wilson promirent aux nations de l'Europe le droit de disposer d'elles-mêmes. En fait, ce droit ne fût appliqué que rarement. Mais en son nom, et sans consulter les peuples intéressés, les auteurs des traités procédèrent à la création d'Etats dont plusieurs eurent la grave faiblesse que leur légitimité était mise en doute par une large section de leur population. Je ne pense pas ici au problème des minorités, mais à celui de nations entières qui furent privées du droit de for-

mer des Etats selon leur choix. Ce fait empoisonna l'atmosphère de certains pays nouveaux et mena à leur effondrement surprenant. En vue d'éviter des mécomptes similaires dans l'avenir et pour donner de la consistance véritable aux Etats formant les fédérations, il sera nécessaire d'appliquer, dans l'Est et le Centre de l'Europe, une politique de véritable auto-détermination des peuples dans le cadre des unités régionales. Il faut que celles-ci deviennent vraiment des fédérations de peuples libres, et non des prisons d'Etats artificiels qui éclateront au temps de l'épreuve.

Cette question du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes nous mène, tout naturellement, à considérer un autre problème qui, lui aussi, fût l'une des sources de la décomposition de l'Europe depuis 1919: la question des minorités. Celle-ci devait surgir dès le moment que l'on créait, dans une région à nationalité mixte, des Etats dit nationaux à la place de communautés supra-nationales. Il est certain que le statut fait aux minorité devait être non-satisfaisant, du moment où l'on acceptait la notion même de « minorité ». Car un Etat ne peut compter sur la pleine loyauté de ses sujets qu'au moment où il leur donnera la véritable égalité des droits. Un citoyen de seconde classe sera amené, de nécessité, à questionner la légitimité de l'Etat qui le prive de droits qu'il accorde à d'autres. Même bien traitée, une minorité se sentira toujours lésée, du seul fait qu'elle est considérée comme telle. Et dans le cas des minorités de l'Europe de l'Est, il faut reconnaître que leur sort, trop sou-

vent, n'était pas enviable. Pour résoudre cette question équitablement, il me semblerait qu'il faudrait donner à toutes les nationalités — ne parlons plus de minorités — un statut commun dans la fédération, applicable sur tout le territoire et soumis au contrôle direct des autorités fédérales. Ce statut devrait garantir à toutes les nationalités la liberté culturelle et linguistique la plus complète. Dans le domaine scolaire, plus particulièrement, il devrait assurer l'autonomie de l'enseignement et la pratique libre des langues. Aux membres d'une nationalité trop faible dans un pays pour y maintenir des institutions d'éducation adéquates, il devrait donner le droit et les moyens d'envoyer leurs enfants ailleurs. Les diplômes de chaque Etat-membre devraient être considérés valides et égaux sur tout le territoire de la Fédération. De cette façon, les nationalités jouiraient effectivement de l'égalité absolue des droits et l'échange des jeunesses créerait des liens supplémentaires parmi les pays fédérés.

Une fois ces principes posés et l'unité économique de l'Europe mise en pratique, la question des frontières perdra beaucoup de son acuité. Néanmoins elle devra être résolue. Disons-le franchement : l'ordre tel qu'il fût établi en 1919, n'était pas juste et devait provoquer des mouvements révisionnistes, qu'il serait non-objectif de déclarer simplement le fait d'éléments féodaux, réactionnaires ou fascistes. Il serait d'autre part impossible de vouloir retourner au *status quo ante*. Nous ne devons donc par partir du critère de la seule pos-

session du territoire contesté à tel ou tel moment, mais bien de principes établis en vue d'un règlement général à l'avenir. Un des succès les plus marquants du Congrès de Vienne ne fût-il pas l'acceptation par toutes les puissances de ces principes de légitimité qui permirent de trouver une solution adéquate, parce que fondée sur des principes applicables à tous. Un traité pour durer doit donc avoir un caractère législatif et non celui d'un dictat politique.

Le premier critère de la légitimité de la possession d'un territoire devrait être l'acceptation de son appartenance par la population intéressée. Vu la situation particulière de l'Est Européen, où une tempête violente vient de déferler, déracinant des populations entières, nous devrions en justice, considérer comme population intéressée, non seulement les habitants au moment de la libération, mais aussi les personnes ayant vécu dans ces territoires avant d'en avoir dû fuir pour des raisons politiques ou raciales, ou avant d'en avoir été déportées par la force. Ces personnes, si elles expriment le désir de rentrer dans leur patrie d'origine, devraient être réadmissées inconditionnellement — car l'Europe de demain ne pourra partir vers des avenir meilleurs que si nous retournons absolument au règne du droit, ce qui exclut tout exil individuel ou collectif, toute justice d'occasion et demande le rétablissement des droits humains lésés par les déportations. Néanmoins, le critère de l'acceptation par la population intéressée, exprimée sous contrôle de l'Union Européenne, ne peut servir par-

tout, comme par exemple dans des régions trop mixtes : dans ce cas-là nous devrions arriver à des solutions d'arbitrage, faits par des autorités à caractère judiciaire, agissantes sous l'égide de l'Union Européenne, et dont les décisions devraient être finales et acceptées d'avance par les parties intéressées. Avec la création de Fédérations régionales d'ailleurs, il est à espérer que la suggestion barbare d'échange des populations — chose inhumaine et contraire au droit des gens — tombe d'elle-même, faute de nécessité et de désir de la part des parties intéressées.

Nombre d'autres problèmes se poseront dans l'avenir, et le temps manque pour les discuter ce soir. Si j'ai osé soulever certaines questions, c'est que je les considérais les plus brûlantes et par conséquent celles qu'il serait important de discuter dès maintenant parmi les élites de l'Europe de demain. Je suis certain qu'avec bonne volonté et avec un approche constructif, tourné vers l'avenir et oubliant les rancœurs stériles du passé, nous arriverons à des solutions adéquates, à condition que nous ne sacrifions jamais les principes du droit et de la justice aux considérations politiques de l'heure. Seul en tournant le dos résolument aux erreurs du présent, pourrions-nous construire un lendemain meilleur.

Car l'Europe vaut notre dévouement. Plus on a l'occasion de voyager par le monde, plus on réalise que c'est là notre patrie, patrie que nous pouvons servir sans jamais être infidèle au pays qui nous a vu naître. Et cette Europe, malgré ses défaillan-

ces, malgré ses faiblesses est un continent d'avenir. Ses ressources admirables en hommes et en richesses à elles seules l'élèveraient au rang des grandes puissances. Mais nous avons plus : notre héritage religieux, spirituel, culturel est tel, qu'il nous donne des forces insoupçonnées aux heures du danger. Ce n'est pas un bagage inutile, comme d'aucuns le prétendent. Non, le fait que nos villes soient bâties autour de ces admirables cathédrales — ces Notre-Dame, Sainte-Gudule, Cologne, Saint-Etienne — qui les dominent et caractérisent, au lieu d'être centrées sur des banques ou des prisons est à elle seule une garantie de notre survie. Car les banques sont à la merci d'une faillite, et les prisons seront un jour balayées par la tempête de la liberté. Seules les vieilles cathédrales, témoins du passé, monuments de la foi vivante dans le présent, restent. Elles sont le symbole de cette grande réalité européenne, aussi vraie aujourd'hui que dans tous les siècles : qu'à la longue ce sont les forces de l'esprit qui doivent triompher.

Je devrais terminer. Mais permettez que, comme Européen, j'adresse ici plus spécialement quelques paroles à la France :

Votre pays, votre France, est une terre à la tradition glorieuse, pays essentiellement occidental, essentiellement chrétien, patrie d'hommes vraiment libres, qui aujourd'hui encore, croient aux vertus et aux forces de l'homme et ne se soumettront jamais à l'arbitraire. Sans doute, vous avez eu des hauts et des bas dans votre histoire, mais même dans les tragédies qui vous ont frappées ces derniers temps,

vous êtes restés debout. D'aucuns disent, que vous avez cessé d'être une grande puissance : erreur. Vous pouvez regagner vos plus belles gloires, vous pouvez écrire des pages dignes des plus nobles de votre histoire.

Visez plus haut : regardez au-delà de vos petites difficultés de l'heure, au-delà de vos querelles.

Voyez : il y a tout un continent qui attend de vous des paroles, des initiatives dignes de votre sens de la grandeur.

Et n'oubliez pas : Alors que votre patrie n'était plus que le Royaume de Bourges, alors que la puissance militaire la plus grande de l'époque avançait triomphante à travers les derniers restes d'une France perdue, c'est une petite paysanne lorraine qui dit ces paroles merveilleuses : « La guerre n'est pas mon état, mais il faut que j'aie la faire, parce que Monseigneur Dieu le veut ! » Et c'est sur ces mots que commença la plus admirable des épopées françaises.

Amis Français :

Entendez-vous l'appel de l'histoire ?

L'Europe vous attend !

Et Dieu le veut !

Discours prononcé par S. A. I. R. l'Archiduc Otto de Habsbourg, devant les amis de « La Fédération », le 11 janvier 1952, au Cercle Interallié.

Imprimerie Mantaise
13, Avenue de la République
Mantes (S.-et-O.)
